

Ci-joint la version que Le Monde a publiée le dimanche 10 novembre 2019 sous un autre titre : « Le miroir brisé de l’imaginaire agricole »

De l’ordre éternel des champs à l’agri-bashing : les enjeux d’une transformation des modèles agricoles

Gilles Bazin, Jean-Christophe Kroll, Aurélie Trouvé, agroéconomistes (AgroParisTech et AgroSupDijon)

L’agriculture et la paysannerie sont représentées sous diverses figures, selon la conjoncture politique et le contexte économique et social. L’image de l’ordre éternel des champs, figure conservatrice par excellence, a été massivement mobilisée sous la troisième république, sous sa forme cléricale, pour opposer la paysannerie aux désordres de la République, mais aussi sous sa forme laïque, la République n’ayant pas hésité à glorifier les vertus d’ordre et de patriotisme de la paysannerie. Cette image des campagnes garantes de l’ordre social connaîtra son acmé sous le gouvernement de Vichy, l’agriculture apparaissant par excellence le lieu privilégié de défense des vertus du Travail, de la Famille et de la Patrie.

Ces représentations politiques conservatrices ont longtemps masqué le mouvement de modernisation de l’agriculture. Certes, ce sont les anciens dirigeants de la corporation paysanne de Vichy qui sont élus à la tête de la nouvelle Fédération Nationale des Syndicats d’Exploitants Agricoles (FNSEA), mise sur pied à la libération. Mais le pouvoir Gaulliste scellera une nouvelle alliance en prenant appui sur le syndicat des jeunes agriculteurs, dont les leaders les plus charismatiques sont issus des Jeunesses Agricoles Catholiques. Ils sont porteurs d’un discours moderniste qui remet frontalement en question le conservatisme de leurs aînés de la FNSEA. Mais ils reprennent la défense du monopole de représentation de la profession agricole qui a été concédée à la FNSEA, consolidant ainsi une conception corporatiste du monde paysan et augurant une longue période de cogestion des affaires agricoles avec l’Etat. Edgard Pisani saura habilement construire une alliance durable avec ces jeunes modernistes lors des lois d’orientations de 1962, qui arment l’agriculture familiale pour affronter l’espace économique européen en construction. C’est la mise en place d’une politique des structures visant à accélérer l’élimination des petites exploitations et à récupérer le foncier, pour consolider des exploitations capables de répondre aux demandes des marchés européens. L’agriculture est alors qualifiée de « pétrole vert » de la France et les agriculteurs font consensus.

Avec l’exacerbation de la concurrence internationale dans les années 1980 et la domination progressive de l’idéologie néolibérale, le discours moderniste évolue vers un discours techniciste de plus en plus marqué. L’agriculture doit désormais mobiliser la chimie et la motorisation les plus innovantes pour affronter la concurrence et approvisionner à moindre coût des industries agroalimentaires de plus en plus mondialisées. La Commission européenne s’attèle au démantèlement progressif des régulations de marché, alignant progressivement les prix européens sur les prix mondiaux. En compensation, on met en place de substantielles aides à l’hectare, versées directement aux producteurs. La plupart des agriculteurs deviennent alors totalement dépendants des aides publiques, mais aussi, des industries de l’agrofourmiture et de l’agroalimentaire, qui se concentrent et imposent de plus en plus leurs prix et leurs règles au monde agricole.

Des régulateurs importants qui permettent alors d’asseoir la modernisation de l’agriculture dans un contexte économique de forte croissance, s’inversent dans les années 1980. La demande intérieure s’essouffle, avec une forte récession de la demande internationale, qui rend très coûteuse la

résorption des excédents agricoles européens. Simultanément, le marché de l'emploi, qui permettait de recycler les migrants de l'agriculture dans l'industrie et les services en forte expansion, se ferme avec l'explosion du chômage. Enfin, des critiques s'élèvent progressivement dans la société face aux impacts de l'agriculture sur l'environnement, tandis que se développent des attentes pour des circuits alimentaires relocalisés et une alimentation plus saine.

Ces nouveaux enjeux nécessiteraient des changements profonds des modèles agricoles. Pourtant, la course à la hausse de la production par hectare et par travailleur se poursuit, avec une destruction de l'emploi agricole et un agrandissement des exploitations. Elle s'accompagne d'une utilisation accrue des produits phytosanitaires et des machines, une spécialisation productive des exploitations, une artificialisation de plus en plus poussée du milieu, une destruction toujours plus avancée des paysages et des sols, avec des atteintes de plus en plus évidentes à la santé publique. Elle conduit aujourd'hui à une remise en cause de l'agriculture familiale, avec le recours accru à de la main d'œuvre salariée, souvent précaire, ainsi qu'à des capitaux extérieurs.

Dans ce nouveau contexte, différentes images de l'agriculture s'affrontent. Celle d'une agriculture industrielle qui trouve sa légitimité dans ses performances à l'exportation et sa capacité à assurer la sécurité alimentaire à moindre coût. A cette image souvent qualifiée de « productiviste », s'oppose de plus en plus l'image d'une agriculture prédatrice, polluante, nocive, dépassée, que certains dénoncent comme de l'agri-bashing. En regard, de nombreuses organisations, agricoles ou non, défendent une agriculture « paysanne » plus soucieuse de l'environnement, de l'emploi et du consommateur. Avec un paradoxe : les agriculteurs qui se revendiquent « paysans » sont souvent les chefs d'entreprise agricole les plus innovants, ayant su conquérir les marchés à forte valeur ajoutée (produits bio et de qualité, circuits de proximités...). Surtout, de nombreux groupes de pression (environnementaux, de consommateurs, de développement rural, de salariés agricoles, de solidarité internationale...) pourraient remettre en cause le corporatisme et les représentations historiques de l'agriculture, car les changements qu'elle connaît et les enjeux qui en découlent dépassent largement les intérêts des exploitants agricoles. Avec une question qui concerne tout le monde : comment légitimer et utiliser la douzaine de milliards de soutiens publics agricoles versés en France chaque année, au regard des impératifs sociaux et environnementaux ?